

# **Haïti : répression antisyndicale dans l'entreprise coréenne MGA de sous-traitance textile**

dimanche 24 février 2013, par [PAREDES MORENO Kattia](#) (Date de rédaction antérieure : 17 février 2013).

**Chers et Chères Collègues et Camarades,**

**Ci-joint, vous trouverez des informations à propos d'un des cas de révocation des travailleurs et travailleuses dans le textile en Haïti, plus précisément de 11 personnes d'une section syndicale de MGA (SONAPI-PAP).**

**Au-delà des informations c'est un appel à agir afin que de telles violations ne restent pas dans l'indifférence, que l'on puisse respecter la liberté syndicale et que ces travailleurs et travailleuses puissent travailler et vivre dignement.**

**Avec mes salutations très cordiales**

**Kattia Paredes Moreno  
Représentante CSI-CSA**

---

Chers et chères collègues,

J'ai été contacté par le syndicat ATTB11-CSH (Association des travailleurs du Textile [[Syndicat affilié à la Confédération des Syndicats Indépendants (CSI)]-]) dans l'entreprise Coréenne MGA (SONAPI-PAP), pour me soumettre la situation des 11 travailleurs et travailleuses qui ont été révoqués de leur emploi depuis le 4 février passé. Plus bas vous trouverez la liste de ces 11 travailleurs, dont 5 femmes.

MGA est une entreprise de plus ou moins 800 travailleurs. La CSH était en train d'organiser ces travailleurs (eusses). Le 21 décembre avait introduit auprès du MAST la demande d'enregistrement. Selon les procédures, le MAST a 60 jours à partir de la date de la demande pour enregistrer le syndicat. La procédure de reconnaissance était donc en cours.

Le 27 janvier, les responsables du syndicat ont participé à une formation sur les techniques de négociation organisée par Better Work et dirigée aux employeurs, travailleurs et aux membres MAST. A cette occasion, le dirigeant syndical d' ATTB11, a cité le syndicat en création dans ladite entreprise. La responsable des Ressources Humaines de MGA, qui participait à cette activité aurait donc pris connaissance de ce processus en marche dans son entreprise. Le 4 février, les 11 travailleurs de ce syndicat recevaient leur lettre (sorte de fiche) de révocation sans citer aucune raison.

Dans un entretien que j'ai eu avec la Médiatrice (le 7 février), M<sup>me</sup> Fethière elle m'informait que les raisons invoquées étaient le manque de performance et de productivité de ces 11 travailleurs alors que selon les travailleurs révoqués, le 20 décembre ils avaient été félicités par leur supérieur pour la qualité de leur travail. Chose qui contredit les raisons verbalement invoqués par l'employeur. Et il semble très étrange que ces 11 personnes, soient toutes parties du syndicat en cours de création !!!

Le jeudi 7 février, une première réunion a eu lieu entre la Médiatrice, l'employeur et certains membres de la Commission Hope. A ce moment-là, l'employeur avait parlé d'une réintégration après les congés de Carnaval.

Le 14 février eu lieu une dernière réunion entre la médiatrice, les représentants des travailleurs, l'employeur et Mr. Régis de la Commission Hope. A l'issue de cette réunion, l'employeur avait signalé qu'il donnerait une réponse par E-mail pour le samedi 16 février. Chose faite pour signaler la décision de non réintégration des travailleurs.

Les dirigeants de la CSH appellent à une solidarité et à une campagne de dénonciation et de pression de cette violation flagrante du droit à l'organisation. Ils signalent que les raisons de la révocation sont clairement liées à la création de ce syndicat, aux efforts des travailleurs pour s'organiser.

Nous avons été interpellés en première ligne parce qu'ils s'agissent de nos affiliées et parce que dans le contexte de la campagne mondiale de syndicalisation et d'organisation des travailleurs et travailleuses, que mène la CSI et la CSA, l'on doit se rendre compte que si l'on n'agit pas vigoureusement, cet objectif est impossible d'atteindre en Haïti. Les dirigeants ont beaucoup de difficultés à recruter de travailleurs qui croient à la nécessité de s'organiser. Si la situation ne se redresse pas, ce sera un précédent de plus qui rendra extrêmement difficile toute possibilité d'organisation des travailleurs. Les travailleurs ont de plus en plus peur d'approcher un syndicat. C'est une stratégie des employeurs qui semble payante.

Je transmets la demande des dirigeants et des travailleurs révoqués, que le Département des Droits Humains et Syndicaux de la CSI et de la CSA use de tous les moyens possibles pour que les employeurs respectent les droits d'organisation et la liberté syndicale. Ils demandent que l'on envoie une lettre de dénonciation et exigent la réintégration des travailleurs(euses) révoqués, à l'intention de l'employeur et du MAST. Ils souhaitent aussi que l'on mobilise les solidarités à tous les niveaux à propos de toutes les violations des droits des travailleurs et travailleuses dans le secteur textile (tous syndicats confondus).

Les travailleurs et travailleuses révoqués sont :

1. M<sup>me</sup>. Frédérick Nadège : Présidente du syndicat
2. Mr. Vilmon Lucien : Secrétaire du syndicat
3. Mr. Léon Ronald : Trésorier
4. M<sup>me</sup> Jean Guetti : membre
5. Mr. Cipus Monel : délégué
6. Mr. Plaisir Elisé : Délégué
7. Mr. Osnel Saint Louis : Membre
8. M<sup>me</sup> Joseph Gina : membre
9. M<sup>me</sup> Cilienne Terosias : membre
10. Mr Loner Elornae : Vice-président
11. M<sup>me</sup> Olège Saint Louis : membre

La plupart travaillent dans l'entreprise depuis plus de 2 ans.

